

Conférence nationale des territoires :

« L'État ne peut pas continuer d'arrondir ses fins de mois sur le dos des collectivités territoriales. »

« Edouard Philippe et Emmanuel Macron réunissent ce lundi au Sénat la première Conférence nationale des territoires dans un climat de scepticisme des élus locaux, à l'heure où l'exécutif demande des économies aux collectivités territoriales pour 13 milliards d'euros d'ici 2022.

Ces dernières années, les finances locales sont devenues la variable d'ajustement des budgets nationaux.

Que les collectivités territoriales contribuent à l'effort de maîtrise des finances publiques est normal. J'ai montré, à la tête de mon Département, que l'on peut économiser l'argent public tout en maintenant un haut niveau de service public. Mais les faits démontrent que la méthode employée par l'État n'est pas la bonne. En effet, selon les derniers chiffres de l'INSEE, au premier trimestre 2017, la part des collectivités territoriales dans la dette diminue (désendettement) de 1,2 milliard d'euros là où la contribution de l'Etat croît sur la même période de 49,5 milliards d'euros (nouveaux emprunts) !

Les collectivités territoriales ont obtenu ce résultat tout en subissant une baisse inédite des dotations de l'État. Ce dernier ne peut donc pas leur demander un nouvel effort de 13 milliards d'euros de baisse de dépenses sans risquer d'affaiblir gravement de nombreux services publics, en particulier dans des territoires plus pauvres. L'État doit maintenant prendre sa part de l'effort pour diminuer le déficit et la dette publique sans solliciter systématiquement les autres collectivités publiques.

Emmanuel Macron démontre une fois de plus qu'il est le président des métropoles mondialisées qui ont des moyens financiers et techniques importants. En pratiquant ainsi, il délaisse les communes rurales ou plus pauvres qui peinent déjà à maintenir des services publics de proximité. C'est pourquoi je demande au Gouvernement de revoir ses plans et de mettre en priorité le maintien du service public partout, pour tous les Français. »

Eric Ciotti,
Député,
Président du Département des Alpes-Maritimes,
Secrétaire général adjoint Les Républicains